



Paris, le 22 novembre 2018

Le temps de la réflexion et de l'échange est primordial pour Solidaires. La discussion démocratique doit être respectée.

Ce temps prend encore plus d'importance sur des sujets tel celui sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur lequel Solidaires est particulièrement investie. Solidaires est ainsi impliquée dans le Collectif Nous Toutes et participera activement aux manifestations contre les violences faites aux femmes du samedi 24 novembre.

Le seul mois durant lequel le gouvernement a choisi de soumettre aux organisations le projet de protocole d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique est un délai extrêmement contraint pour une réflexion de cette importance.

Ce mois est par ailleurs celui de la dernière phase avant les élections professionnelles qui se dérouleront entre le 29 novembre et le 6 décembre, suivants les secteurs. Ce temps est donc extrêmement chargé pour les différentes équipes.

Solidaires considère que la date déterminée par le gouvernement ne devrait pas revêtir un caractère aussi strict et fermé. Aucune urgence ne justifie la nécessité d'une signature avant que les organisations aient toutes pu se positionner.

En aucun cas le temps syndical ne saurait être dicté par le temps gouvernemental. Solidaires ne sacrifiera pas le débat démocratique à la recherche d'un effet d'annonce, au lendemain du 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Les organisations de Solidaires n'ayant pu toutes effectuer les consultations nécessaires à des prises de positions sereines, Solidaires ne donnera par conséquent sa réponse quant à la signature du protocole d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique qu'à la mi-décembre, après que le processus démocratique interne ait pu se dérouler.